

*Questions orales*

La cinquième conférence sera une réunion de récapitulation organisée conjointement par le gouvernement du Canada et les cinq instituts.

Comme les députés le savent, il y a eu des pourparlers sur la tenue d'une conférence sur les questions autochtones. J'ai rencontré les chefs des quatre organismes autochtones nationaux et, pour le moment, ils ne souhaitent pas que l'on aille de l'avant avec un débat sur les sujets qui les touchent directement, mais cette question fait l'objet de discussions.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE DU GAZ NATUREL**

**M. Ken Hughes (Macleod):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

La California Public Utilities Commission a annoncé récemment sa décision de résilier les contrats privés à long terme entre les producteurs canadiens de gaz naturel et les consommateurs californiens. Ce serait extrêmement grave pour notre industrie du gaz naturel.

Quand le ministre tiendra-t-il compte des démarches rigoureuses que font souvent les députés de l'Alberta à la Chambre et quand prendra-t-il des mesures pour défendre les intérêts des producteurs canadiens de gaz naturel?

**L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le député pour sa question.

C'est une question très sérieuse, et j'espère que tous les députés de la Chambre approuveront les mesures gouvernementales que nous avons l'intention de dévoiler demain à Calgary. C'est une question d'inviolabilité des contrats.

Le marché californien a bénéficié des ventes de gaz naturel. Depuis 1961, diverses administrations ont appuyé ce type d'exportation.

J'espère que demain la province de l'Alberta, l'industrie et les députés des deux côtés de la Chambre se joindront à nous pour confirmer l'inviolabilité des contrats et approuver les mesures que nous proposons.

**LES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE**

**M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception):** Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et Océans a déclaré la semaine dernière, à la Chambre, que son ministre était au courant de ce que disaient les pêcheurs et les travailleurs des usines de transformation concernant l'insuffisance du programme d'assurance-pêches. Souvent, les pêcheurs qui ont pêché toute leur vie n'y sont pas admissibles ou, s'ils le sont, les fonds ne sont pas disponibles.

Si le ministre est au courant de ce problème, j'aimerais bien qu'il nous dise quelles mesures il entend prendre et quand il a l'intention d'intervenir.

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique):** Monsieur le Président, on m'informe que tous ceux demeurant dans les secteurs visés et ayant vraisemblablement un lien avec la pêche conformément aux règles établies reçoivent de l'aide en vertu de ce programme. Si certains ont été oubliés, ils seront inscrits dès qu'ils auront fourni les renseignements attestant qu'ils s'adonnent à des activités de pêche.

Il n'y a pas de problème en ce qui concerne les fonds. L'ennui, c'est qu'un assez bon nombre de personnes ne participent pas vraiment à des activités de pêche, et elles n'ont pas droit non plus aux prestations d'assurance-chômage ou elles sont sur le point de cesser de retirer des prestations dans un ou deux mois. Voilà où réside la difficulté.

Mais ceux qui s'adonnent raisonnablement à des activités de pêche ont pu, je crois, bénéficier du programme.

**M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception):** Monsieur le Président, la semaine dernière à la même heure, le premier ministre a déclaré en réponse à une question que les 39 millions de dollars qui étaient fournis, selon lui, à Terre-Neuve n'étaient pas suffisants. En fait, ces 39 millions de dollars étaient destinés à trois provinces. Terre-Neuve et le Labrador ont donc reçu une somme bien inférieure.

De toute façon, le premier ministre a dit que ce n'était pas suffisant pour les Terre-Neuviens. Il sait donc que le programme présente certaines lacunes, et le ministre le sait aussi en dépit de ce qu'il vient de dire.